

M. BLAKE: M. l'Orateur, si les autres membres du cabinet ne désirent pas continuer la discussion, je vais retourner la Chambre en parlant un peu des discours que nous avons entendus et des projets que l'on a déposés sur la table. Je félicite l'honorable député de Pictou (M. Tupper) sur les événements de cette journée. Je félicite le haut commissaire sur les mêmes événements. Le gouvernement l'a déjà fait venir dans le but formel de faire passer le dernier projet relatif à l'aide donnée au chemin de fer canadien du Pacifique. Il s'est rendu à l'appel; puis il a parlé, bien qu'il n'eût pas le droit de voter. Il n'est plus venu :

"Oh, for one blast of Roland's horn
On Fontarabian echoes borne!
Through the dark Ronces Valles pass."

Comme il n'était pas là, il fallait faire remplir son rôle par deux acteurs. Ce n'était pas exactement un duo. Je ne puis guère appeler cela un concert, car il y avait quelques discordances dans plusieurs des expressions et des phrases dont on s'est servi. Il n'y avait pas cette harmonie que j'aurais aimé voir dans les arguments apportés par l'honorable ministre qui a proposé la résolution et par l'honorable ministre qui l'a appuyée. Nous avons eu un discours en deux volumes, au moins, avec cette singularité que les auteurs de ce discours ont semblé intervertir l'ordre naturel de ces volumes, car l'histoire moderne se trouvait au premier volume et l'histoire ancienne au second. Nous avons eu un ouvrage collectif. L'un était un discours composé de chiffres, et l'autre, un discours composé de fleurs de rhétorique. J'admettrai que les deux contenaient un grand nombre de chiffres. M. l'Orateur, bien que, dans cette circonstance je doive répondre à ces deux honorables ministres qui ont adopté une ligne de conduite dont je n'ai pas encore eu d'exemple dans ma courte expérience parlementaire, circonstance où un projet ministériel a été appuyé de deux discours avant qu'une voix du côté de la gauche se soit fait entendre; bien que je doive répondre à ces deux discours, le même esprit qui les a portés à penser que cette mise en scène était nécessaire, peut, je l'espère, contribuer à me soutenir dans cette lutte inégale, comme j'ai déjà été soutenu dans des luttes précédentes contre l'éminent homme d'Etat dont ils ont cherché à remplir le rôle.

C'est un grand jour pour Québec. Ses ministres ont ouvert le feu. Ses ministres ont commencé la guerre, en l'absence, il est vrai, du ministre de la guerre, qui est peut-être parti par le Grand-Nord, autant que je sache; toujours est-il qu'ils ont commencé la guerre. Mais un seul discours n'aurait-il pas suffi? Était-il absolument nécessaire qu'ils parlassent tous les deux? Un seul ministre de Québec n'aurait-il pu exposer le projet ministériel? Or, l'honorable ministre qui a parlé un peu longuement en dernier lieu, a terminé son discours sur un ton à peu près semblable à celui de sir Charles Tupper; en terminant, il a parlé comme l'on parle souvent de ce côté-là de la Chambre, lorsqu'on nous invite à discuter la question. Ils disent qu'ils demandent la critique, qu'ils l'invoquent, qu'ils ne la craignent pas du tout, qu'ils l'aiment beaucoup. Si nos observations démontrent que leur politique a été préjudiciable au pays, oh! alors, ils disent: "Vous décriez le pays, vous faites tort au pays. Critiquez vos actes autant que vous le voudrez, mais admettez que nous avons rendu le pays prospère et que votre politique a été tout ce qu'elle devait être." C'est dans ces conditions que l'honorable monsieur nous invite à remplir notre devoir.

Or, M. l'Orateur, nous avons tout autant d'intérêt à la prospérité du pays où nous vivons que les honorables messieurs de la droite. Notre fortune dépend tout autant de sa prospérité que la leur, peut-être plus. Nous aimons tout autant ce pays qu'ils l'aiment eux-mêmes. Pourquoi ne l'aimerions-nous pas? Quel intérêt avons-nous de décrier notre pays? C'est ici que nous vivons; c'est ici que nous sommes nés; c'est ici qu'habitent nos enfants, ceux que nous

aimons; c'est ici, lorsque le dernier jour sera venu pour nous, que nous espérons reposer; et pourquoi désirerions-nous décrier, diffamer ou déprécier notre pays? Mais si nous voyons que ceux à qui le pouvoir est confié abusent de leur autorité, si nous voyons que ceux qui ont eu la surveillance des affaires publiques les ont mal administrées, si nous constatons que leur politique a eu l'effet de faire tort au pays, de nuire à sa prospérité et de diminuer ses espérances de progrès, j'aimerais à savoir si ce n'est pas du vrai patriotisme de signaler ces fautes, ces erreurs, ces abus, afin qu'on y remédie. En conséquence, M. l'Orateur, aucun langage tel que celui dont l'honorable monsieur s'est servi ce soir et dans lequel, sous prétexte de patriotisme, il cherche à éviter la critique d'opérations qui ne peuvent pas résister à la critique; aucun discours, dis-je, tel que celui qui a été prononcé ce soir, pas plus que les discours semblables prononcés dans des circonstances précédentes, ne nous empêchera, lorsque nous le jugerons opportun, d'expliquer clairement ce que nous croyons être la condition de ce pays et à quelles causes cette condition est due. Or, M. l'Orateur, le secrétaire d'Etat, dans le second volume du discours collectif, a fait, comme je l'ai dit, l'histoire ancienne de la question; il a fait remarquer que les erreurs du parti libéral avaient commencé dès le début, que nous nous étions trompés en nous opposant au premier contrat et à la proposition de faire ratifier ce contrat par le parlement de ce pays dans les années 1871-72. Il a déclaré que nous nous y étions opposés et que nous n'aurions pas dû le faire. Comment l'honorable monsieur a-t-il décrit lui-même cette opération? Il a dit que c'était une opération audacieuse. C'était un fait sans précédent dans l'histoire du monde, jusqu'à ce jour, qu'une entreprise pour la construction de tant de milles de chemin de fer eût été projetée. Il dit: "Il est vrai que la France a construit plusieurs milles de chemins de fer; il est vrai que l'Autriche a fait des entreprises considérables de chemins de fer; mais la France, avec ses 40,000,000 d'habitants, l'Autriche avec ses richesses et sa population, n'ont jamais fait ce que l'on a proposé de faire au Canada en 1871."

Ce n'est pas que nous nous opposions à la construction d'un chemin de fer Canadien du Pacifique, ce n'est pas que nous ne désirions pas qu'un chemin de fer Canadien du Pacifique fut construit; mais nous avons déclaré alors, ce que les événements ont certainement vérifié, qu'il n'était ni raisonnable ni prudent de consentir à ce qu'un chemin de fer Canadien du Pacifique fût construit, par nous, dans l'espace de dix ans, ainsi que le prescrivait le contrat de l'époque. Voilà ce que nous avons déclaré. Nous avons dit qu'il nous faudrait du temps pour construire convenablement le chemin et qu'il s'écoulerait plusieurs années avant qu'on pût le construire sans imposer un lourd fardeau au pays. Et notez, M. l'Orateur, que ce qui est arrivé à cette époque, s'est souvent répété depuis. Les honorables messieurs ont répondu à nos énoncés en promettant des choses impossibles. Ils ont déclaré au peuple du Canada qu'ils étaient sur le point de construire ce chemin sans augmenter les taxes qui existaient alors. Ils ont eu la hardiesse de dire que c'était leur politique, que cela s'accomplirait, et par ce moyen, par une petite majorité de 10, ils ont réussi à faire consentir le parlement à ce projet. J'ai dit que c'était le premier énoncé; c'était l'énoncé fait dans l'acte du parlement même, que le chemin devait être construit sans augmentation de taxes. Le parti libéral déclara qu'il n'était pas prudent pour le Canada de consentir à construire le chemin de fer Canadien du Pacifique dans l'espace de dix ans, comme on le proposait alors. J'aimerais savoir combien d'hommes d'affaires du Canada ne diraient pas aujourd'hui, si la question leur était posée, que le parti libéral avait raison? Le parti libéral déclara qu'il n'était pas possible que le Canada construisit le chemin comme le proposaient les honorables messieurs de la droite, qu'il n'était pas possible de remplir cette obligation sans augmenter considérablement les taxes du pays. J'aimerais savoir combien d'hommes d'affaires du pays répondraient